

A propos de l'affaire d'Aigues-Mortes (1893)

Ce n'est vraiment un scoop : je ne suis chromosomiquement « pur Français de souche ».

Comme des millions de concitoyens, je compte parmi mes ancêtres quelques Transalpins.

Ma grand-mère maternelle, Gabriella Parenti, épouse Merle, était née à Buti (Toscane), via dello Spedale, de Arturo Parenti et Ester Giuncaïoli, le 5 juin 1892.

Entre autres choses, et il y en a beaucoup, je lui dois mon amour de la langue italienne.

Ses parents émigrèrent très tôt à La Seyne (Var), après la naissance, et la petite fille suivit, pour retourner ensuite à Buti après la mort de la maman, et revenir ensuite à La Seyne, où elle se maria très jeune avec un aussi jeune ouvrier des chantiers de construction navale.

Si, de l'autre côté de la rade, l'Arsenal de Toulon n'embauchait que des Français, défense nationale oblige, les Chantiers navals de La Seyne avaient sans complexe recours à une abondante main-d'œuvre émigrée, essentiellement italienne, où dominaient les Piémontais et surtout les Butesi.

La Seyne était devenue en quelque sorte un prolongement de la bourgade toscane et de ses proches voisines, notamment Pontedera.

Je me trouvais récemment à Buti, devant la plaque apposée dans la chapelle en hommage aux morts des guerres italiennes et de leurs retournements d'alliance. Les noms que je lisais étaient ceux de beaucoup de mes camarades de l'école primaire, de tant et tant de

militants ouvriers, de commerçants, d'artisans seynois... Des noms qui dans mon enfance ne m'apparaissaient particulièrement exotiques. Ils étaient ceux de la normalité.

Un an après la naissance de ma grand-mère, au lendemain des pogroms anti-italiens d'Aigues-Mortes, le grand journal radical varois, *Le Petit Var*, présent dans la plupart des foyers de La Seyne, écrivait le 26 août 1893 en éditorial :

L'Affaire d'Aigues-Mortes

On nous paraît s'échauffer beaucoup trop en Italie à propos de la déplorable affaire d'Aigues-Mortes, et nous nous demandons, en présence des incidents multipliés qui se produisent sur différents points du royaume, s'il n'y a là une campagne commandée. Les manifestations de Rome, de Gênes, de Messine, de Naples, de Milan, où la foule brise les écussons de nos consuls et hurle des cris de mort contre les Français, nous semblent tout-à-fait en disproportion avec la réalité des choses. Certes, nous considérons comme tout à fait lamentable que le sang italien ait coulé sur notre territoire et qu'il ait été versé par des mains françaises ; mais on ne devrait oublier, en Italie, que le sang français, lui aussi, a coulé et qu'il a été versé par des mains italiennes. En somme, il y a dans le drame d'Aigues-Mortes des circonstances telles qu'il y a quelque puérité à vouloir le hausser aux proportions d'une affaire internationale, et les journaux d'outre-monts qui affichent cette prétention nous paraissent

remplir un rôle un tantinet ridicule, sans compter qu'il est des moins édifiants. On sait que nous sommes ici des partisans très résolus de la liberté du travail. Nous professons que porter atteinte au détriment des étrangers à la liberté du travail et à la liberté de la concurrence, c'est menacer la liberté du travail chez nos compatriotes, et c'est les exposer au dehors à de cruelles représailles. Cela, nous l'avons toujours soutenu chaque fois que nous avons vu se produire au Parlement des propositions de loi socialistes en opposition avec ces grands principes de la Révolution, et nous l'avons répété dès que les événements d'Aigues-Mortes nous ont été connus. Ceci dit, les Italiens devraient pourtant reconnaître qu'ils sont par trop envahissants. C'est par centaines, c'est par milliers qu'ils passent les Alpes et viennent s'installer chez nous. Ils sont plus de deux cent mille de Nice à Montpellier et de Marseille à Lyon. C'est une véritable invasion, et non-seulement ils viennent enlever le pain de nos travailleurs, mais il ne leur arrive que trop souvent de leur distribuer des coups de couteau. Nos magistrats correctionnels, en Provence, sont plus occupés à juger des Italiens que des Français; nos prisons et nos hôpitaux sont encombrés de sujets du roi Humbert, et nos bureaux de poste passent leur temps à transmettre en mandats l'argent français que les ramoneurs de cheminée, les « pifferari » (joueurs de fifre) et les mouleurs de plâtre, gent nomade, envoient à leurs familles de Gênes ou de Florence. Il n'y a évidemment parité; il n'y a aucune équivalence avec le nombre des ouvriers français qui se transportent en Italie, s'y font remarquer par une vie digne et calme, s'y font payer aussi cher, sinon plus, que les ouvriers

italiens en y dépensant tout ou à peu près tout le salaire qu'ils gagnent. Nous sommes cinq en Italie, les Italiens sont cent chez nous. Nous travaillons à raison de 4 francs par jour, par exemple ; ils s'offrent à raison de 3 francs. Habités à un certain bien-être, nous n'économisons qu'un dixième de nos salaires ; ils en économisent le tiers ou la moitié, et l'expédient au pays. Entre temps, ils provoquent des rixes et jouent du couteau dans nos rue pendant que nous restons très tranquillement chez eux, et que jamais la police n'a à s'occuper de nous. On comprend que, parfois, le cerveau de nos ouvriers méridionaux se trouble en présence de ce spectacle et de ses comparaisons, et qu'ils tombent sur les mangeurs de « polenta ». C'est l'histoire des événements d'Aigues-Mortes. En quoi de pareils faits-divers peuvent-ils intéresser les relations des deux pays ? Reconnaissons, d'ailleurs, que le cabinet italien se montre disposé à user de rigueur contre les autorités qui ne feraient leur devoir pour protéger nos nationaux et nos représentants. Dans ces conditions, la solution de l'incident nous paraît simple et facile ?

La réaction lamentable du rédacteur du *Petit Var* pouvait flatter la xénophobie spontanée de bien des lecteurs, mais, dans les rues populaires, et populeuses, de la vieille Seyne, à deux pas des Chantiers navals où les hommes travaillaient, elle ne pouvait occulter la solidarité de voisinage et de compagnonnage qui, vaille que vaille, rassemblait les familles ouvrières. En témoigne la position des premiers syndicalistes seynoïses, qui, en 1897, lors d'une grève que le patronat des Chantiers essaie de briser en recrutant des

« Jaunes » venus d'Italie : ce n'est pas par le pogrom, mais c'est en s'adressant à eux dans leur langue, à l'oral comme à l'écrit, qu'ils convainquirent les travailleurs italiens de se retrouver sur des positions de classe [1].

Je garde précieusement une photo conservée par ma grand-mère (son père y est présent), celle d'un rassemblement des Italiens, et notamment des Butesi, à l'occasion d'un Premier Mai de la Belle Époque. « W il Primo Maggio » disent les ardoises présentées au photographe : ce jour était alors un jour de grève au risque du licenciement, et Dieu sait qu'il y en a eu... Peut-être que des Seynois (et des Butesi) y reconnaîtraient leurs aïeux, dont tous n'ont pas suivi le chemin de la lutte des classes : nombre d'entre eux, par le travail acharné pour se faire une place au soleil dans le monde de l'artisanat, ont légué à leurs descendants une situation qui les a placés dans le camp des (petits) nantis et du conservatisme politique et social.

[1]. J'en ai traité dans plusieurs publications.